

LUNDI 29 SEPTEMBRE 2014

« Voir » la fin de la civilisation industrielle

- = La théorie d'Olduvai p.1
 - = La fin de la société industrielle n'est pas seulement imminente et souhaitable, elle est aussi nécessaire p.2
 - = L'évolution macro-systémique de la civilisation industrielle p.5
-

Actualités

- = 'La 'combinaison toxique' d'une dette record et du ralentissement de la croissance est en train de mettre l'économie mondiale sur la voie d'une nouvelle crise' (Audrey Duperron) p.13
- = Etat Islamique et le pétrole: l'Economie mondiale tremble p.15
- = Ali Bubble ou l'excès de trop du marché des actions ? p.17
- = Où voulez-vous vivre... si vous devenez riche ? p.19
- = « Tout problème peut être réglé par un nouvel impôt !... » p.20
- = Le portrait acide de l'économie allemande « en déclin » (Charles Gave) p.26
- = L'ÉCHEC DU MODÈLE ALLEMAND QUI SE PROFILE p.28
- = TOUT FOUT LE CAMP OU PRESQUE p.30
- = Quoi de neuf en Allemagne? p.32
- = L'Espagne demande aux sociétés privées de ne plus licencier p.35
- = Comment la BCE détruit l'économie réelle et accroît les inégalités p.37
- = Pourquoi le Canada recommande à ses citoyens de ne pas emporter d'espèces aux Etats-Unis p.41
- = BULGARIE : Suite à la faillite de la 4e banque du pays, les comptes sont toujours bloqués et les déposants ignorent s'ils seront mis à contribution ! p.43

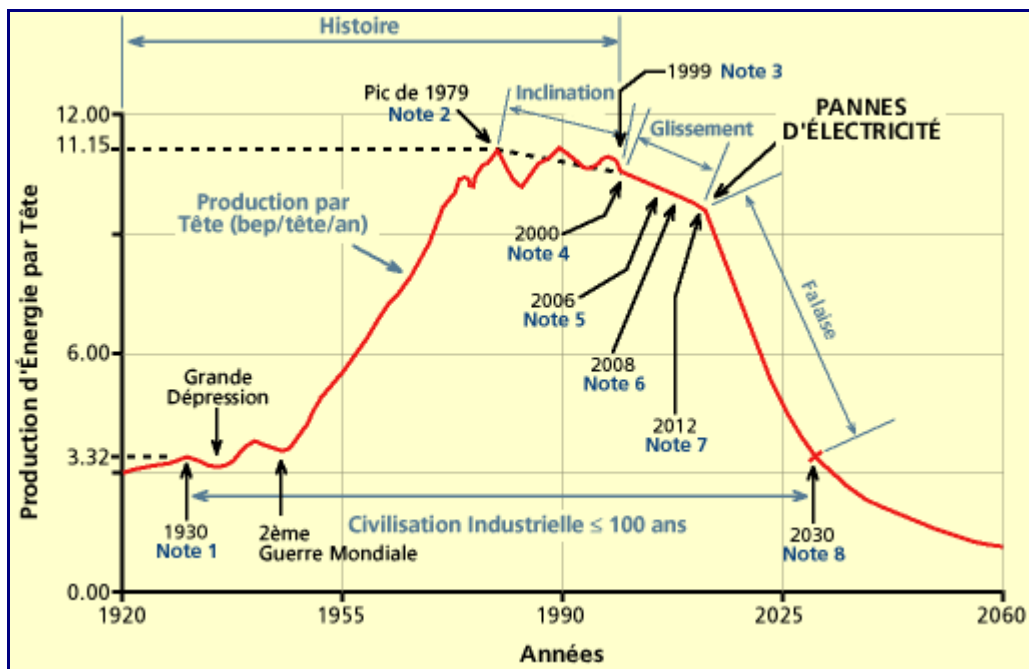


La théorie d'Olduvai

Wikipedia

La **théorie d'Olduvai** est une théorie émise pour la première fois par [Richard Duncan](#) en 1989¹ puis développée par la suite^{2,3,4,5}. Son nom fait référence au site préhistorique des [gorges d'Olduvai](#) en Tanzanie. Elle postule que la durée de la civilisation industrielle sera de 100 ans. Ayant commencé selon son auteur en 1930, elle devrait donc se terminer en 2030. Elle s'appuie sur un seul et unique indicateur : le rapport entre la quantité mondiale d'énergie produite (donc consommée) et la population humaine.

Elle décompose l'évolution de la civilisation industrielle en trois phases distinctes : la phase pré-industrielle, la phase industrielle puis la phase post-industrielle. Selon les données historiques, le déclin de la civilisation industrielle a déjà commencé puisque le pic de [consommation énergétique](#) par habitant a été atteint en 1979[[réf. souhaitée](#)].



La courbe illustrant la théorie d'Olduvai reproduite à partir de Richard C. Duncan, *The Olduvai Theory. Energy, Population, and Industrial Civilization*, 2005 :

Note 1 (1930) : début de la civilisation industrielle

Note 2 (1979) : pic absolu de la production d'énergie par tête

Note 3 (1999) : fin du pétrole bon marché

Note 4 (2000) : éruptions de violences au Moyen-Orient

Note 5 (2006) : pic absolu de la production de pétrole

Note 6 (2008) : « basculement OPEP » — plus de 50 % du pétrole provient de pays membres de l'OPEP

Note 7 (2012-2030) : les économies occidentales entrent en récession et de nombreuses pannes électriques se produisent partout dans le monde, d'abord sporadiques, puis chroniques et enfin permanentes

Note 8 (2030) : Fin de la civilisation industrielle - la production mondiale d'énergie par habitant chute au niveau de 1930

La fin de la société industrielle n'est pas seulement imminente et souhaitable, elle est aussi nécessaire

Par Mouton Noir le 6 novembre 2013

Dr Guy R. McPherson,
Professeur émérite d'écologie et de biologie de l'évolution, Université d'Arizona



L'oligarchie croit pouvoir prétendre que la crise actuelle n'est que financière et que nous sortirons du tunnel en nous serrant (nous) la ceinture. Les analystes les plus cyniques font remarquer qu'il s'agit d'une crise globale systémique scellant la mort de la démocratie de marché (mais pas du capitalisme génocidaire). Parfois on nous rappelle la crise écologique et climatique, mais jamais en se posant la question de l'adaptation (im-)possible de notre habitat à une hausse de seulement quelques degrés de la température mondiale et donc des conditions de survie de l'espèce humaine. Les rares scientifiques qui se posent cette question dérangement obtiennent une réponse bien plus précise. On connaissait Lovelock qui, par souci de controverse, aime à rappeler son attachement à l'électronucléaire. Voici McPherson qui, par souci d'authenticité, nous met face à nos responsabilités. Soulignons qu'elles ne sont pas du même ordre que celles de l'oligarchie, pour qui tout effondrement est et sera profitable.

I. Nous voilà en octobre 2013, début octobre, et durant ces dernières semaines, John Davies, publiant au nom du Groupe d'étude d'urgence sur le méthane arctique, établit que la plupart des humains perdront leur habitat naturel d'ici 2040.

De plus, la semaine dernière, le cinquième rapport du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat a été rendu public, rapport qui recommande l'utilisation de géoingénierie sous peine de ne pouvoir maîtriser l'effet de serre [galopant].

Il faut donc conclure que, de fait, nous avons déclenché un effet de serre

galopant [rapide, non-linéaire, imprévisible].

Aucunes de ces estimations ne prend en compte les vingt-cinq boucles de rétroaction positives que nous avons créées par nos activités. Vingt-cinq de ces boucles sont irréversibles à l'échelle du temps humain. Nous en avons déclenché une en 2010 avec les fuites de méthane de la banquise arctique (cf. Science, mars 2010). Quatre de plus furent décrites en 2011 dans la littérature scientifique, six en 2012 et une douzaine (à ce jour) en 2013.

A cela il faut ajouter deux boucles de rétroaction positive qui pourraient être interrompues par une simple décision humaine. La première date d'août 2012, lorsque l'administration Obama a autorisé les forages au pôle Nord. La seconde date du début de cette année lorsque des superpétroliers se sont frayés un passage à travers la glace fondante du pôle Nord afin d'épargner quelques dollars en frais de transport.

II. Au point où nous en sommes, il semble bien que la civilisation industrielle soit un piège [mortel]. D'autres civilisations se sont effondrées mais l'humanité a poursuivi son existence. Au moins dans certains cas les survivants ont pu adopter le mode de vie des chasseurs-cueilleurs.

Ceci n'est toutefois plus possible à cause de toutes ces centrales électronucléaires répandues de part le monde. D'une part, si la civilisation s'effondre maintenant, c'est-à-dire sans avoir le temps de démanteler ces centrales nucléaires (soit une vingtaine d'années), elles finiront par irradier la totalité de notre environnement. D'autre part, si nous ne mettons pas un frein définitif à la civilisation industrielle, nous déclencherons un effet de serre galopant. En fait, l'effet de serre galopant est déjà une réalité. En somme, l'extinction de la race humaine à court terme est inévitable.

III. Comment vivre avec cette information ? Comment intégrer cette information ? Comment agir à la lumière de cette information ? Mike Tyson (le boxeur, pas le philosophe) a fait remarquer que tout le monde a un plan jusqu'à ce qu'il se prenne un poing dans la figure. Nous avons pris un poing dans la figure.

Nous ne disposons que peu de temps sur cette planète. En fait, nous n'avons jamais disposé que de peu de temps sur cette planète. Agissons conformément. Agissons comme si nous étions dans un hospice pour incurables, comme si nous étions tous dans un hospice. Comme si la planète

elle-même était un hospice. Lorsque j'observe le comportement des pensionnaires d'un hospice, de ceux à qui on n'a donné que quelques semaines à vivre, je ne les vois jamais essayer de grappiller encore quelques centimes, comme s'ils avaient encore besoin de plus de richesses alors que leur monde s'effondre.

Ce que je constate par contre, c'est que les gens recherchent l'absolu. Ils poursuivent ce qu'ils aiment. Ils agissent avec compassion. Ils deviennent créatifs et se délestent de leurs biens matériels. Ils agissent comme dans une économie du don. Faisons cela. Faisons tout cela. Chercher l'absolu, poursuivre ce que nous aimons, agir comme si nous étions dans un hospice, agir en être humain digne de ce nom. [...]

Faisons ce que nous aimons. Agissons comme si nos vie insignifiantes importaient à ceux qui nous entourent. Et je ne suggère d'aucune manière d'abandonner l'action [politique]. Je ne suggère pas qu'on se laisse faire et [finalement] qu'on se laisse mourir. Ce que je suggère fondamentalement c'est que l'action constitue l'antidote au désespoir, comme Edward Abbey l'a fait remarquer il y a longtemps. Agissons donc !

L'évolution macro-systémique de la civilisation industrielle

Olocene.org Soumis par André Sautou le dim, 10/05/2009

Quelle sorte de système est la civilisation industrielle ? Voilà la question à laquelle tout analyste désireux de comprendre les causes profondes ayant abouti à la récession mondiale déclenchée en 2008 devrait essayer de répondre avant d'aller plus loin...

La nature produit couramment des systèmes (physiques, chimiques, biologiques, ...) dans lesquels divers mécanismes (rétroactions positives entre diverses composantes produisant des effets de synergie) génèrent et perpétuent temporairement (sur des échelles de temps très diverses) des phénomènes dynamiques auto-amplifiés conduisant ces systèmes à puiser sur leur environnement des quantités croissantes d'énergie (mesurées par unité de temps appropriée à chacun des cas étudiés).

Les sources d'énergie alimentant de tels systèmes sont généralement limitées ou temporaires, de sorte que l'amplification ne peut pas se poursuivre

éternellement. A un moment donné, les phénomènes amplificateurs rencontrent leurs limites et ces systèmes s'anéantissent lorsque les sources qui les nourrissent s'épuisent ou disparaissent.

Un cyclone est un tel système (évoluant à l'échelle de temps de quelques jours) : il naît et s'alimente à la surface des eaux chaudes des océans équatoriaux ou tropicaux, gagne en intensité, se stabilise, fluctue et s'effondre finalement après avoir atteint quelque côte continentale, dissipant son énergie et n'étant plus alimenté.

Un nuage de criquets pèlerins en est un autre (évoluant à l'échelle de temps de quelques semaines). Après avoir émergé et s'être amplifié au détriment des cultures agricoles, l'essaim atteint sa taille maximale et les individus qui le composent meurent finalement de faim lorsque tous les champs disponibles ont été dévastés.

Il me semble que la civilisation industrielle peut être classée dans cette même catégorie de systèmes (évoluant à l'échelle de temps des décennies, et bien sûr bien plus sophistiquée qu'un cyclone ou un essaim de criquets migrants). Née en Occident vers la fin du *siècle des lumières* (le 18ème), cette civilisation extraordinaire a pris son essor vers 1860, tirant parti de la capacité (nouvellement acquise) de produire et utiliser de l'énergie à partir des combustibles fossiles.

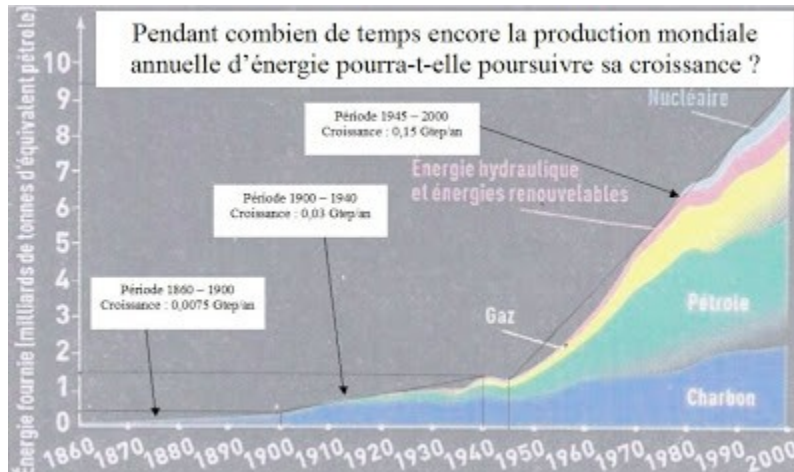
Aujourd'hui, quinze décennies plus tard, s'étant étendue sur la plupart des régions de la Terre, elle se situe encore sur le versant ascendant de son évolution – l'énergie étant encore puisée sur l'environnement en quantités annuelles croissantes. Mais la récession actuelle semble indiquer que le sommet entrevu n'est plus très éloigné.

Les mécanismes amplificateurs pilotant cette ascension proviennent d'un ensemble très complexe d'interactions synergiques reliant les unes aux autres, dans toutes les directions, les quatre principales composantes macro-systémiques impliquées lorsqu'on considère l'évolution du système global (à l'échelle mondiale) :

- > les *ressources* alimentant le système, incluant les sources d'énergie (essentiellement les combustibles fossiles) ;
- > l'*économie réelle* soutenue par ces ressources ;
- > la *population globale* soutenue par une telle économie réelle ;
- > le *réseau financier gouvernant les mécanismes d'échanges entre les*

innombrables composantes micro-systémiques évoluant au sein du système global.

La croissance générale résultant d'une telle amplification a été principalement alimentée, jusqu'à présent, par la capacité du système à produire des quantités annuelles d'énergie croissant d'année en année, ainsi que le montre le graphe ci-dessous [1] :



Trois périodes successives se distinguent sur cette courbe. Les valeurs calculées sont approximatives en raison de la faible résolution du graphique et du degré d'incertitude des données. Mais le manque de précision est sans importance par rapport au propos du présent article (essentiellement qualitatif et descriptif).

1. De 1860 à 1900, la civilisation industrielle « nouvelle-née » a puisé presque toute son énergie sur les gisements de charbon. Évaluée à environ 0,1 Gtep en 1860, sa production annuelle d'énergie s'est accrue lentement au taux linéaire de 0,0075 Gtep/an, atteignant finalement 0,4 Gtep vers 1900.

[1 Gtep = 1 000 000 000 tep = 1 milliard de [tonne d'équivalent pétrole](#)].

2. Entre 1900 et 1940, la civilisation « mûrissante » commença à puiser de plus en plus sur le pétrole, le gaz naturel et le potentiel hydraulique, mais le charbon demeura la source dominante. Avec un taux de croissance linéaire moyen de 0,03 Gtep/an (quatre fois plus que pendant les quatre décennies précédentes), la production atteignit 1,5 Gtep en 1940 (trois à quatre fois plus qu'en 1900), stagnant ensuite au voisinage de ce niveau de 1940 à 1945 (Seconde Guerre Mondiale).

3. Après la guerre, cette production repartit à la hausse beaucoup plus

vigoureusement qu'auparavant, croissant au rythme linéaire moyen de 0,15 Gtep/an tout au long de la période 1945 - 2000 (environ cinq fois plus rapide que pendant la période 1900 - 1940 et vingt fois plus rapide que pendant la période 1860 - 1900).

Vers 1962, le pétrole commença à devenir la source d'énergie dominante.

L'énergie nucléaire émergea de manière significative vers 1973.

En 2000, la production annuelle globale de 9,5 Gtep se répartissait dans l'ordre suivant : pétrole (3,7 Gtep) ; charbon (2,3 Gtep) ; gaz naturel (2 Gtep) ; nucléaire (0,75 Gtep) ; renouvelables, incluant hydraulique (0,75 Gtep).

Déviant quelque peu par rapport aux tendances linéaires moyennes, nous remarquons :

-> la forte inflexion vers le bas observée entre 1929 et 1934 (la *Grande Dépression*), compensée par le retour d'une forte croissance au cours des quatre années précédant la Seconde Guerre Mondiale ;

-> la portion de courbe d'allure exponentielle s'étendant de 1945 à environ 1970 (les *Trente Glorieuses*) ;

-> les ralentissements et rebonds des années 1970, 1980 et 1990, en relation avec les *chocs pétroliers*.

L'allure exponentielle observée entre 1945 et 1970 s'explique par le fait que la civilisation industrielle (désormais devenue « mature ») a été en mesure de *produire de l'énergie à faible coût* et de la *vendre à bas prix* (ainsi que le montre [un graphe publié par Wikipedia](#)) tout en demeurant capable, simultanément, de *satisfaire une demande croissant exponentiellement*.

Une telle évolution (pendant les *Trente Glorieuses*) s'effectua grâce au développement de très fortes interactions synergiques ayant simultanément entraîné les croissances parallèles rapides des trois autres grandeurs macro-systémiques impliquées : la *population mondiale*, le *produit intérieur brut mondial* et le *montant total des valeurs capitalisées comptabilisées par le réseau financier mondial* [2].

L'émergence de nouveaux marchés en état de forte expansion permit à un nombre toujours plus grand d'entrepreneurs d'emprunter de l'argent aux banques, lancer des projets à rentabilité forte et rapide, rembourser leurs dettes (+ intérêts), payer des taxes et réinvestir une partie de leurs bénéfices de manière à accroître leur capital, contribuant de cette manière à la perpétuation de la croissance générale.

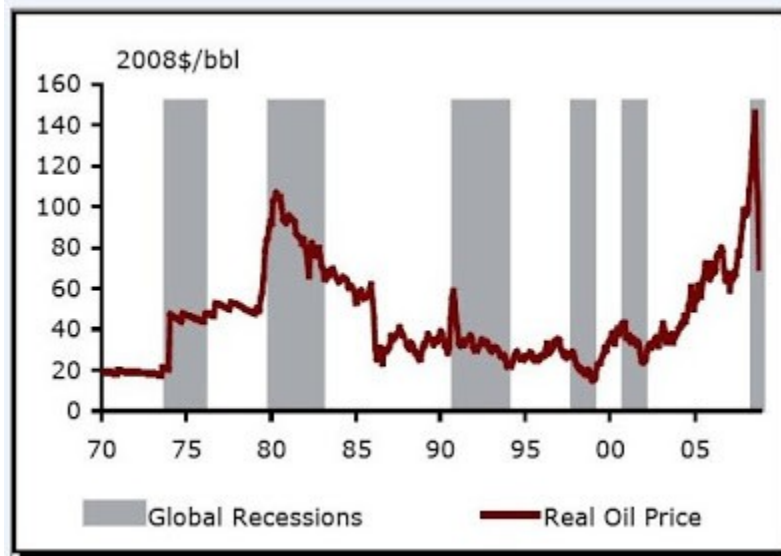
En raison du fait qu'une quantité d'argent de plus en plus grande fut créée à

l'actif du réseau financier par création de dettes au passif d'emprunteurs solvables, de plus en plus de gens purent bénéficier de tout cet argent nouvellement créé et mis en circulation.

De telles conditions permirent aux démocraties libérales du monde dit « développé » (ou *premier monde*) de prospérer et consolider leur viabilité. La capacité de leurs dirigeants à être élus et réélus devint de plus en plus fondée sur leur capacité et/ou l'opportunité de stimuler (et/ou tirer parti de) la perpétuation d'une croissance rapide.

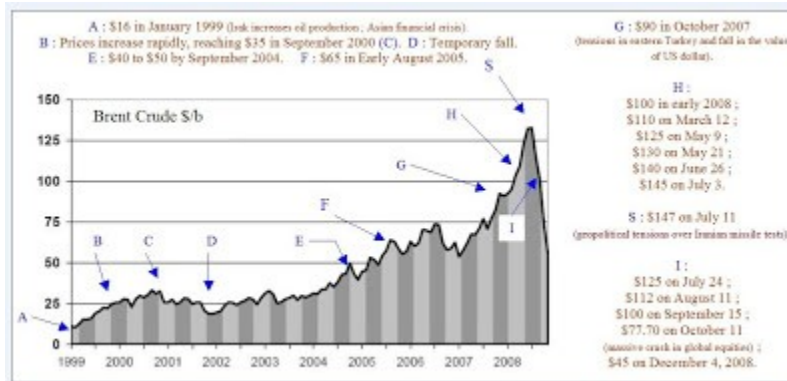
Les *Trente Glorieuses* prirent fin en 1974, avec le *premier choc pétrolier*. Mon analyse de l'évolution macro-systémique de la civilisation industrielle au-delà de cette date (et jusqu'à avril 2009) m'a récemment conduit à distinguer trois phases successives :

1. De 1974 à environ 2004, la plupart de l'énergie est demeurée produite à faible coût et capable de satisfaire une demande croissante (prolongeant le taux linéaire moyen de 0,15 Gtep/an précédemment établi) mais les prix de vente de l'énergie primaire sur les marchés ont connu quelques hausses rapides temporairement maintenues (sous l'effet de causes géopolitiques) généralement suivies, après un certain temps, par des retours à des prix bas. De telles variations s'effectuèrent parallèlement à des ralentissements et rebonds économiques corrélés, ainsi que le montre le graphe ci-dessous [3] :



2. Après 2004, la production mondiale annuelle d'énergie dépassa un niveau au-delà duquel la civilisation industrielle perdit sa capacité de pouvoir

satisfaire une demande fortement croissante (désormais tirée vers le haut par les nations dites « émergentes ». En conséquence, les prix de vente de l'énergie augmentèrent considérablement (cette fois-ci sous les effets combinés du jeu classique offre-demande et de la spéculation), ainsi que le montre le graphe ci-dessous, représentant l'évolution du prix du brut de 1999 à 2008 [4] :



Au début, personne n'y prêta grande attention, de sorte que la croissance se poursuivait comme d'habitude, continuant sur sa lancée, avec l'aide de la dérégulation des marchés et la bénédiction de chefs d'états quelque peu inquiets de ces augmentations mais cependant ravis de constater que la croissance se poursuivait.

La grande différence entre le prix de vente élevé et le faible coût moyen de production généra d'énormes bénéfices. Une partie importante de ces bénéfices alimenta la croissance numérique de diverses populations, leur permettant d'acheter des biens de consommation et de soutenir ainsi la croissance économique. Une deuxième partie permit à de riches élites dirigeantes de créer et acquérir de nouveaux capitaux à rentabilité rapide. Une troisième partie fut investie dans des projets visant à produire de l'énergie coûteuse (renouvelables, sables asphaltiques, schistes bitumineux, pétrole profond), contribuant à soutenir la croissance de la production d'énergie.

Beaucoup d'autres projets furent entrepris, financés avec une forte proportion d'argent emprunté, sans que soient pris en compte les risques susceptibles de surgir soudainement sous l'effet de prix de l'énergie devenant très élevés et/ou d'une récession profonde s'installant subitement, créant de cette manière de gigantesques bulles financières susceptibles d'imploser [5] sous l'effet de dépréciations de capitaux, surendettement, faillites, projets avortés

avant achèvement, etc.

3. Un fait nouveau se produisit en juillet 2008 : *les cours du pétrole brut dépassèrent un certain seuil au-delà duquel un « retour de manivelle » inattendu fut déclenché.*

Alors la demande énergétique et la consommation des ménages se réduisirent considérablement, provoquant une diminution forte et rapide de ces cours (en seulement quelques mois), abrutement diminuant la croissance dans certains pays et la renversant en contraction dans d'autres.

Par conséquent, du fait que les risques imprudemment négligés se concrétisèrent, de nombreuses bulles financières implosèrent [5] et une grande partie des valeurs capitalisées dans ces bulles disparurent. Un sévère resserrement de crédit succéda à une politique laxiste de prêts trop facilement accordés. Les marchés devinrent extrêmement volatiles et imprévisibles, obligeant les états à réagir contre les effets pervers d'un capitalisme débridé et prendre des mesures d'urgence afin d'éviter un effondrement prématuré du réseau financier global.

Il semble maintenant que la production mondiale annuelle d'énergie ne sera plus capable de se prolonger au taux linéaire moyen de 0,15 Gtep/an observé de 1945 à juillet 2008. La tendance moyenne qui suivra dessinera très probablement une courbe s'infléchissant vers le bas, passant par un sommet ([Peak Energy](#)) puis déclinant irrémédiablement, sous les effets combinés de la *déplétion des ressources accessibles et exploitables à des coûts non prohibitifs* [6], de la *forte réduction de la capacité de créer toujours plus d'argent mis en circulation en créant toujours plus de dettes* (à l'actif du réseau financier et au passif d'emprunteurs solvables) et de la *forte réduction des capacités d'investissements*, chacun de ces trois effets renforçant les deux autres.

Il est difficile d'évaluer si l'inflexion conduisant au sommet évoluera à l'échelle de temps des années ou à l'échelle de temps des mois, étant donné que cette évolution dépend en grande partie d'événements impondérables qui peuvent arriver ou ne pas arriver (contingence de l'histoire). Habités depuis six décennies à résoudre les problèmes par la perpétuation de la croissance économique, les dirigeants du monde vont devenir de plus en plus impuissants [7] au fur et à mesure que la récession s'approfondit. Toutes sortes d'événements peuvent se déclencher et se précipiter sous l'effet de la

combinaison

-> d'une part de révoltes sociales enracinées dans la désespérance et
-> d'autre part, de l'incompréhension générale du fait que des dirigeants désormais impuissants ne peuvent pas délivrer ce qu'ils n'ont pas.

Et il est impossible de prédire si l'effondrement systémique qui suivra ce sommet s'effectuera à l'échelle de temps des décennies ou à l'échelle de temps des années, car il dépend essentiellement des enchaînements impondérables qui se produiront au cours du déroulement du fil de notre histoire. Nous pouvons en effet entrevoir d'innombrables scénarios physiquement possibles, c'est-à-dire compatibles avec des réalités incontournables que beaucoup de nos contemporains (incluant apparemment les dirigeants du monde et la plupart des organismes d'information) préfèrent encore ignorer ou nier. Mais l'histoire (contingente) ne déroulera qu'un seul d'entre eux.

Références et annotations :

[1] Biomasse exclue. Source des courbes : [Manicore](#). Données : **Schilling & Al. (1977)**, **IEA (2002)**, **Observatoire de l'Energie (1997)**. Reproduit par le magazine scientifique **La Recherche** (N° 415 – Janvier 2008 – cahier spécial, Objectif Terre). [Mis à jour sur diverses pages WEB](#). Source du graphe : [La montée en puissance de la civilisation industrielle](#).

[2] Les évolutions parallèles de la production annuelle d'énergie et de la population mondiale sont clairement mises en évidence sur le graphe « [Energie et Population](#) »

[3] Source du graphe : « [What's the Real Cause of the Global Recession ?](#) », par Jeff Rubin and Peter Buchanan.

[4] Source du graphe : « [Crude Oil Prices from 1999 to 2008](#) ». Annotations par rapport à l'article « [A Recent History of Oil Prices](#) » (Chris Rhodes).

[5] J'entends souvent dire qu'une bulle financière éclate, mais il me paraît plus approprié de dire qu'elle implose. Selon ma propre représentation, une bulle financière est « *maintenue sous pression* » lorsque le montant total des capitaux qu'elle comptabilise augmente au cours du temps. Elle devient « *en état de dépression* » lorsque ce montant total décroît. Elle « *implose* » si de nombreuses valeurs de capitaux disparaissent (faillites) ou deviennent fortement dépréciées.

[6] Le caractère d'accessibilité et la capacité d'exploiter des ressources varient, dépendant de nombreux facteurs conjoncturels tels que les cours sur les marchés, des considérations géopolitiques, des considérations écologiques et probablement bien d'autres facteurs qui se révéleront dans l'avenir.

[7] Les modes de gouvernements du monde changeront-ils de nature lorsqu'il qu'il apparaîtra de plus en plus clairement qu'il n'est plus possible de perpétuer la croissance économique ? Il ne me paraît pas possible, actuellement, de lancer et entretenir un débat serein sur un tel sujet. Or il serait pourtant souhaitable d'y parvenir.

'La 'combinaison toxique' d'une dette record et du ralentissement de la croissance est en train de mettre l'économie mondiale sur la voie d'une nouvelle crise'

par Audrey Duperron · 29 sept. 2014 Express.be



La «combinaison toxique» d'un montant record de dette et du ralentissement de la croissance signifie que l'économie mondiale se dirige vers une autre crise, affirme le 16^{ème} Genova report, un rapport annuel écrit par un panel d'économistes pour le compte du Centre international d'études monétaires et bancaires, et qui est publié ce lundi.

Les auteurs, parmi lesquels on trouve trois ex-patrons de banque centrale, expliquent que les taux d'intérêt devront rester faibles à l'échelle mondiale pendant « très très longtemps », pour permettre aux différents agents économiques de continuer à payer leurs intérêts et éviter une nouvelle crise grave. L'avertissement intervient alors qu'aux Etats-Unis, la patronne de la Fed, Janet Yellen, vient d'annoncer une remontée progressive des taux d'intérêt.

Le rapport indique que l'endettement global, privé et public confondu, est passé de 160% du PIB en 2001 à près de 200% en 2009 et de 215% en 2013 :

Contrairement à ce que l'on croit généralement, le monde n'a toujours pas commencé à se désendetter et le ratio de la dette mondiale comparée au PIB continue d'augmenter, brisant en permanence de nouveaux records ».

Luigi Buttiglione, l'un des co-auteurs, a exprimé ses inquiétudes au Financial Times :

Dans ma carrière, j'ai vu tant de soi-disant «miracles économiques» -l'Italie dans les années 1960, le Japon, les tigres asiatiques, l'Irlande, l'Espagne et maintenant peut-être la Chine - et tous se sont achevés sur une montagne de dettes. »

Selon Buttiglione, le schéma est toujours le même : la croissance de ces économies les incite à emprunter, ce qui maintient leur croissance alors que les facteurs sous-jacents qui en avaient été à l'origine au départ ont épuisé leurs effets.

Le rapport souligne que certains pays, qui se caractérisent par un endettement élevé et une croissance molle, sont particulièrement vulnérables : l'Europe du Sud, la zone euro et la Chine.

Dans un e-mail à la rédaction Steen Jakobsen, économiste en chef de Saxo Bank, cite un proverbe yiddish : «L'intérêt sur la dette grossit sans nécessiter de pluie ». Il confirme les grandes lignes du rapport de Genève :

Ce proverbe indique l'essentiel de ce qui se passe dans les cercles politiques aujourd'hui. Nous assistons maintenant à l'épisode IV du « Faisons perdurer et faisons semblant » : Promesses d'amélioration, alors que les dettes continuent de s'accumuler. (...) Faire semblant d'avoir un plan crédible, mais ne jamais tenter de régler les problèmes structurels et continuer d'acheter encore plus de temps. (...)

Il est évident qu'acheter plus de temps (faire perdurer) est toujours la priorité numéro un, suivie de la projection (faire semblant) qu'une croissance très attendue atteindra une trajectoire encore plus élevée pour faire rentrer le budget dans les contraintes supposées. Ou, comme dans le cas de la France, l'abandon récent du respect des objectifs budgétaires pour les deux prochaines années est déjà un fait accompli. (...)

Dans le secteur privé, un tel comportement pourrait vous coûter votre emploi, mais dans le modèle économique de l'année 2014 qui évoque davantage l'Union soviétique qu'une économie de marché – c'est devenu la chose la plus normale du monde. Mais beaucoup pourront protester que cela serait encore pire si nous n'en avons pas tant fait pour « sauver le système », non ?

Eh bien, peut-être, sauf que ces pays où la foi en un capitalisme d'Etat est la

plus forte : la Russie, la Chine et la France, sont tous en fin de course. (...) La productivité est négative, on constate des fuites de capitaux, et le système construit pour protéger une élite est en échec. »

Jakobsen, qui rentre d'Asie, affirme que ce qu'il a constaté à Singapour témoigne parfaitement de ce phénomène :

Pour moi, Singapour incarnait l'exemple de business model le plus rationnel de la planète. Son fondateur Lee Kuan Yew a été l'un des plus grands hommes d'État de l'histoire. Mais aujourd'hui, la productivité s'effondre à Singapour. Comme nous, ils sont en train de devenir le Monaco du monde, une économie basée sur la consommation, et non sur la productivité et la croissance.

Les économies développées sont en train de vieillir sur le plan démographique, mais nous ne sommes pas encore assez raisonnables pour comprendre que notre modèle actuel est une [chaîne de Ponzi](#) et que nous nous dirigeons vers son inévitable [moment de Minsky](#) (lorsque l'argent généré par des actifs ne suffit plus pour assurer le service de la dette contractée pour payer ces actifs).

Aucun politicien ou banquier central ne dit la vérité telle qu'elle ressort des simples chiffres et tous espèrent que tout va bien se passer. Mais l'espoir n'est pas une bonne politique, et il ne faut le réserver qu'à l'église, pas à l'économie réelle. »

Etat Islamique et le pétrole: l'Economie mondiale tremble

Laurent Horvath 2000watts.org Samedi, 27 Septembre 2014 Suisse



Pour la première fois, les USA et leurs alliés arabes ont lancé des frappes aériennes contre les installations pétrolières des djihadistes de l'Etat islamique (EI) en Syrie et en Irak.

Alors que jusqu'à ce jour, tous les camps en présence avaient épargnés les installations pétrolières, ce changement stratégique pourrait avoir de lourdes conséquences sur l'économie mondiale!

Entre les parties en présence en Syrie et en Irak, le motus vivendi était: tu ne détruis pas mes installations pétrolières, je ne touche pas aux tiennes notamment dans le sud de l'Irak. Avec la légèreté et l'élégance d'un éléphant

dans un magasin de porcelaine, les américains ont détruit les 12 champs pétrolifères entre les mains de l'Etat Islamique. Comment vont réagir les djihadistes? Vont-ils se sentir libre de saboter les puits, les pipelines, les raffineries du sud de l'Irak?

Dans un marché pétrolier mondial hyper tendu, les 3 millions de barils jour du sud de l'Irak sont essentiels au fonctionnement de l'économie globalisée. Si l'Irak devait diminuer sa production, suite à des sabotages de l'EI, les



capacités de réserves de l'Arabie Saoudite et des autres producteurs n'arriveront jamais à combler ce manque. Nous risquons de voir le pétrole jaillir des 100\$ le baril pour atteindre une limite qui mettra à mal l'économie mondiale.

L'action américaine privilégie la sécurité et espère que le flot pétrolier continuera à couler, sinon... C'est un pari risqué, mais l'important, dans un premier temps, est de rassurer la population européenne, russe et américaine.

(en rouge, les champs de l'EI en vert les champs du Gouvernement Syrien, Kurde ou Irakien)

L'Importance du pétrole pour l'Etat Islamique

La manne du pétrole pour l'organisation jihadiste représente entre 2-3 millions \$ par jour (50 à 100'000 barils par jour) et permet avant tout d'alimenter les troupes en carburant. C'est le nerf de la guerre. Les jihadistes réquisitionnent les ingénieurs sur les gisements pour assurer la production et monter des raffineries de fortune dans des champs pétroliers presque à sec.

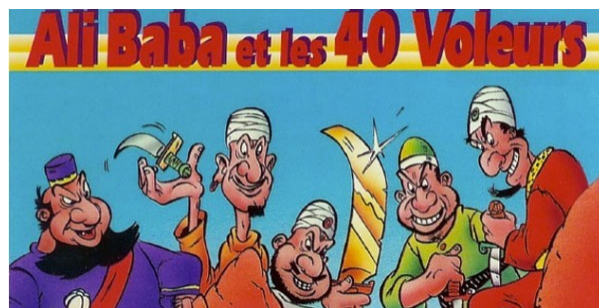
Le carburant est de mauvaise qualité, principalement du diesel, mais il permet de remplir les réservoirs des 4 x 4, des camions et des chars. Le diesel qui reste est vendu aux populations locales irakiennes, mais aussi en contrebande de l'autre côté de la frontière, en Turquie à des prix cassés (1/3 des prix du marché).

Des centaines de camions citernes transitent ainsi vers le Kurdistan irakien et la Turquie ou le pétrole brut est mélangé au pétrole d'autres provenances. Il est ensuite racheté par des intermédiaires qui le revendent en Europe.

Cependant bien que les revenus pétroliers sont importants, nous sommes loin des 500 millions de dollars tirés du seul braquage de la Banque centrale de Mossoul !

Ali Bubble ou l'excès de trop du marché des actions ?

Pierre Leconte Forum monétaire de Genève Publié par medisma sur 27 Septembre 2014



Constatant l'entrée d'Ali Baba à la bourse US le 19 septembre 2014 sur la base d'une capitalisation extravagante pour une société de vente de produits via internet étant très loin d'avoir prouvé une rentabilité justifiant le cours de ses actions, opération qui vient de propulser son actionnaire majoritaire au niveau de première fortune de Chine dont il est à craindre qu'il soit le seul avec ses quelques associés (« les 40 voleurs »!) à en être durablement bénéficiaire à la condition de prendre rapidement leurs profits, certains traders n'hésitent pas à dorénavant l'appeler Ali Bubble!

Ali Bubble, dont la surévaluation caricaturale n'est que le produit des politiques keynésiennes des banques centrales, loin de faire la preuve de la réussite du modèle économique et monétaire US ou occidental, illustre parfaitement son déclin.

Étant donné que lesdites politiques keynésiennes des banques centrales d'augmentation massive de la masse monétaire ex nihilo et de fixation de taux courts voisins de zéro pour favoriser le crédit (c'est-à-dire l'endettement) à tout-va, y compris lorsqu'elles produisent une hausse nominale artificielle (parce que calculée sur des bases erronées) du PIB, se traduisent depuis 2000, indépendamment de la sur-évaluation temporaire du

marché des actions, par la chute du revenu et du pouvoir d'achat des classes moyennes et basses donc de la consommation, d'autant que la vitesse de circulation de la monnaie et le multiplicateur du crédit s'écroulent en même temps. D'où la déflation.

Keynes lui-même, qui n'était pas à une contradiction près, remarquait que la création monétaire excessive, qu'il recommandait pourtant, peut conduire à « la trappe à liquidités » c'est-à-dire à son anéantissement final. A ce propos, le grand Ludwig von Mises, qui avait anticipé le problème, écrivait: « Un boom d'expansion du crédit doit inévitablement conduire à un processus que le discours commun appelle dépression... La dépression n'étant en fait qu'un processus de réajustement, de remise en ligne des activités de production avec l'état réel des données du marché... Toute tentative de substituer des moyens fiduciaires à des biens capitaux inexistants est vouée à l'échec... Il n'y a aucun moyen de soutenir un boom économique résultant de l'expansion à crédit. L'alternative est ou bien d'aboutir à une crise plus tôt par arrêt volontaire de la création monétaire, ou bien à une crise plus tard avec l'effondrement du Système monétaire qui est en cause... Le résultat de l'expansion du crédit est un appauvrissement général »... Considérations qui le conduisaient à conclure que « Les crises économiques sont provoquées par les politiques monétaires expansionnistes des banques centrales ».

Lire à ce propos l'excellent article de Daniel Stelter dans Le Temps de Genève du 20 septembre 2014 expliquant que la vraie cause des inégalités, donc de la sous-consommation, n'est autre que l'augmentation des dettes induites par les taux courts fixés à zéro par les banques centrales.

Lire aussi : <http://www.zerohedge.com/news/2014-09-22/illustrated-guide-keynesian-vs-austrian-economics>

Les obligations d'État restent orientées à la hausse (du fait du début de retournement à la baisse des actions et de l'absence de remontée des taux à moyen et long termes) et l'or comme l'argent-métal restent orientés à la baisse (du fait de la hausse du dollar US et de la chute généralisée de prix des matières premières), tout cela confirmant l'environnement déflationniste global. D'autant que l'enlèvement programmé fort coûteux des USA et de leurs alliés européens en guerre au Moyen Orient contre l'islamisme, comme la poursuite des pressions occidentales sur la Russie visant à détruire le gouvernement de Poutine, dans le cadre plus général de la lutte de l'Occident contre les BRICS pour le leadership mondial, signifient une aggravation des

tensions internationales de nature récessives. Avec le risque de perte de contrôle de la situation politico-militaire (entre autre via le terrorisme) se terminant par une catastrophe géopolitique, le passage de guerres régionales à la guerre mondiale étant envisagé par certains experts crédibles (lire l'hebdo Courrier International du 25 septembre 2014).

[Où voulez-vous vivre... si vous devenez riche ?](#)

29 sept 2014 | [Bill Bonner](#) | [La Chronique Agora](#)

▪ Nous parlions vendredi du [déclin de l'utilité marginale de l'argent](#) — nous allons voir aujourd'hui que ce processus fonctionne également à rebours. Un euro perdu cause plus de douleur qu'un euro gagné. Quelqu'un qui a un million de dollars sera ravi d'avoir un million de plus — mais ça n'aura probablement pas beaucoup d'effet sur sa vie ou son bien-être. Imaginez en revanche qu'il perde sa valeur nette d'un million de dollars ! De quoi écrire une tragédie. Il doit abandonner sa maison. Il déprime et devient impossible à supporter ; sa femme le quitte. Sa voiture est saisie. Il finit par échouer dans un refuge pour sans-abris.

Ceci posé, examinons la deuxième plus grande décision de votre vie. Nous avons déjà vu que gagner de l'argent peut vous compliquer la tâche quand il s'agit de faire ce que vous voulez. Maintenant, nous allons voir comment la richesse peut vous empêcher de vivre là où vous le voulez.

Commençons par la fin : personne ne veut dormir sous un pont ou dans un refuge pour sans-abris. Il faut donc avoir un Plan B qui fonctionne au cas où l'on ferait faillite.

Nous avons déjà expliqué que l'un de nos principaux plaisirs, dans la vie, est de construire des choses pendant notre temps libre. Des maisons, des granges, des porcheries, la roulotte précédemment mentionnée, des murs de pierre — et ainsi de suite. Nous avons été particulièrement heureux de construire les maisons dans lesquelles la famille a vécu. C'était un passe-temps extrêmement gratifiant... surtout au début de notre vie, quand nous n'avions pas d'autre choix.

Plus tard, lorsque nous avons eu assez d'argent pour embaucher de vrais professionnels, nous avons dû partager nos projets de construction avec des architectes, des ouvriers, des plombiers, des électriciens... et même des décorateurs. Ce qui s'est révélé être une déception majeure ; dans le pire des

cas, nous avons payé des architectes et des constructeurs pour refaire une maison que nous avons nous-même construite. Résultat ? Nous vivons désormais dans une maison que nous n'avons pas conçue. Nous ne l'avons pas construite. Nous avons suivi les pros... et c'est désormais *leur* maison, non la nôtre.

L'un des risques de la richesse dont on parle rarement est la manière pernicieuse dont elle vous éloigne des choses que vous aimez vraiment.

Lorsqu'on fait fortune, on est tenté de "grimper les échelons". On quitte son ancien quartier pour un nouveau. Mais le nouveau est beaucoup plus cher. Tout coûte plus. Pas seulement la maison... mais aussi l'assurance, l'entretien, les meubles... le chauffage, la climatisation...

La grande maison — que vous considérez comme un trophée signalant votre succès financier — se révèle être un lot de consolation.

La suite demain...

« Tout problème peut être réglé par un nouvel impôt !... »

Charles Sannat 29 septembre



Mes chères contrariennes, mes chers contrariens !

Nos dirigeants, qu'ils soient de gôche aimant les pauvres jusqu'au tréfonds de leurs âmes surtout lorsqu'ils peuvent s'empiffrer aux frais des contribuables, ou de drôte revendiquant le bling-bling et le pognon roi, ont tous la même

vision des problèmes et de la façon de les régler.

La solution est toujours assez simple. À chaque nouveau problème, un nouvel impôt. Ce qui permet d'arriver à la règle politico-économique suivante : il n'y a, dans ce pays, aucun problème aussi complexe soit-il qui ne puisse être réglé par un nouvel impôt.

Paroles, paroles, paroles

Évidemment, Mamamouchi 1er nous a « promis » (j'en rigole encore) que les « zimpôts » ne seraient plus augmentés... Les zimpôts (sur le revenu) peut-être plus, mais les taxes... certainement et puis il y a plein d'autres zimpôts comme les zimpôts locaux mais là, le gouvernement pourra dire... « c'est pas ma faute à moi, c'est celle à votre Maire »... Pathétique défense, puisque plus l'État refile des « compétences », c'est-à-dire des dépenses, à une collectivité locale, plus forcément cette collectivité locale doit augmenter ses impôts locaux.

Et puis de toute façon, l'État manque cruellement d'argent, alors Mamamouchi 1er et son Manu peuvent toujours promettre tout ce qu'ils veulent, ce sont des dizaines de milliards d'euros qu'il manque. Environ 50 milliards pour 2015... et croyez-moi, 50 milliards ça ne se trouve pas chez Thévenoud, même si le garçon n'a jamais rien payé de ses 10 doigts. Non, pour trouver 50 milliards d'euros, il faut doubler l'impôt sur le revenu... (Ah, on me signale que l'on veut supprimer la première tranche... je vous raconte pas ce que ça va coûter aux autres tranches...) Pour trouver 50 milliards, on peut aussi augmenter la TVA de 8 %... pas mal ça, 8 % de TVA en plus. C'est ce qu'ils font au Japon d'ailleurs, et évidemment cela ne se passe pas bien et la consommation s'effondre (sans blague, vu que les gens ne gagnent pas 8 % de plus...).

Donc bien sûr, nous allons tous passer à la moulinette fiscale, enfin tous, pas forcément. Comme disait Coluche, si nous sommes tous égaux devant l'impôt, il y en a qui sont plus égaux que les autres. Non, je ne pense pas particulièrement au député Thévenoud qui siège toujours à l'Assemblée nationale (vous savez, la maison des représentants élus du peuple souverain hahahahahahaha qu'est-ce qu'on rigole avec la bande de pignoufs au pouvoir actuellement, et dire que Sarko revient... Oh, on va bien rigoler avec le match pignoufs de gôche contre affairistes de drôte).

Bref, ne nous égarons pas dans la démonstration. L'idée c'était juste d'attirer votre attention sur le fait que les caisses sont vides. Comme elles sont vides, faut les remplir. Pour les remplir, il y a deux solutions. Soit beaucoup plus de rentrées fiscales, soit beaucoup moins de dépenses... faites vos jeux. Pendant 2 ans et demi, le nodocéphale élyséen a patiemment attendu la « reprise »... qui évidemment ne vint jamais. Maintenant, va falloir tailler, couper, dans le vif et la hache dans les dépenses, ou... ruiner le portefeuille des gens avec les zimpôts et les taxes. Vraisemblablement un peu des deux.

Une hausse de deux centimes des taxes sur le diesel envisagée

Et voilà que cela commence, comme nous l'apprend cet article de LCI. « Afin de financer les infrastructures de transports avec la baisse attendue des recettes de l'écotaxe, le ministère du Budget envisagerait une hausse de deux centimes des taxes sur le diesel... »

Ces deux centimes deviendront 4 puis 8 puis 12 et cela augmentera tous les mois ou tous les trois mois comme le prix du gaz. D'ailleurs, comme nous avons tous pris l'habitude de payer 1,30 € le litre et que le « gasoil » il baisse, eh bien c'est l'occasion justement pour augmenter les taxes... je dirais même plus, c'est le bon moment.

Je propose donc à notre gouvernement de bras cassés, qui ne réglera aucun de nos problèmes mais qui s'évertuera comme depuis plus de 50 ans à augmenter et à créer de nouvelles taxes, d'augmenter les taxes sur le carburant d'au moins 10 centimes le litre vu que le prix des carburants baisse, vous pourrez nous enfler presque sans que l'on s'en rende compte.

Je pense même qu'un député comme Thévenoud pourrait porter ce grand projet de loi que l'on pourrait intituler « loi sur la sécurisation du modèle sociale français », comme ça on ne pourrait qu'être tous pour la sécurisation du modèle social français et là, Thévenoud monterait à la Tribune, nous ferait un beau discours comme celui qu'il faisait lors de l'affaire Cas-Huzac, avec des trémolos de représentant du peuple des pauvres (qu'il aime mais de loin), des sans-dents et des sans-voix. Oui, Thomas pourrait nous parler de tout cet argent que nous devrions donner pour notre propre bien.

Préparez-vous et restez à l'écoute.

À demain... si vous le voulez bien !!

Bill Gross, le « dieu de l'obligataire », quitte Pimco pour Janus, modeste concurrent

C'est un article de *La Tribune* qui revient sur la démission de Bill Gross qui était depuis des années la personnalité la plus influente sur le marché mondial de la gestion obligataire, en d'autres termes... les dettes d'États. Il était le patron de PIMCO société qu'il avait fondé il y a plus de 40 ans et qui gère plus de .. 2 000 milliards de dollars d'actifs.

Il rejoint la société Janus Capital qu'il sera intéressant de suivre y compris pour la valeur de son action déjà en forte hausse.

Charles SANNAT [Source La Tribune ici](#)

Chine : un responsable de la banque centrale voit le côté positif du système bancaire informel

Cet officiel chinois relativise l'importance des risques encourus par le système financier chinois en raison de la partie bancaire informelle. Il n'a objectivement pas tort d'autant plus que d'une part, cela contribue à financer l'économie réelle en tout cas en Chine et qu'en Occident le shadow banking est une réalité bien plus préoccupante avec des chiffres qui sont tout simplement monstrueux et représentent plusieurs fois le PIB mondial...

Charles SANNAT

TIANJIN, 26 septembre (Xinhua) – Pour beaucoup, le système bancaire informel ou shadow banking n'est rien d'autre que la source d'une crise. Mais Hu Xiaolian, vice-gouverneur de la Banque centrale de Chine, pense qu'il apporte certaines bonnes choses dans l'économie réelle.

« Nous ne pouvons pas simplement dire « non » aux banques fantômes, parce que, dans une certaine mesure, elles satisfont certaines demandes de financement d'une économie diversifiée », a déclaré Mme Hu, vice-gouverneur de la Banque populaire de Chine (BPC).

Ses propos, tenus jeudi lors d'une conférence des régulateurs bancaires internationaux à Tianjin (nord), vont à l'encontre des avertissements concernant le risque que ce secteur pose à l'économie.

Les banques ont leurs propres problèmes, dont des réglementations et un arbitrage réglementaire laxistes, et les régulateurs doivent guider le secteur afin qu'il réponde à la demande d'investissement et de financement, a-t-elle

ajouté.

Le développement du système bancaire informel résulte de la proportion élevée du financement indirect, ou prêts bancaires, dans l'économie chinoise. Comme les banques sont soumises à des exigences de capital de plus en plus strictes, elles se sont tournées vers des intermédiaires financiers, tels que les banques fantômes, pour alléger la pression, a-t-elle fait savoir.

Concernant la réglementation du système bancaire informel, elle a déclaré que les régulateurs devaient évaluer les risques dans le secteur sur la base des flux de capitaux des banques fantômes et déterminer si elles servent vraiment l'économie réelle ou si elles fournissent seulement plus de moyens aux banques de mener leurs activités courantes.

Le système bancaire informel chinois a atteint près de 33 000 milliards de yuans, représentant 58 % du PIB et 20 % du total des actifs bancaires, selon un rapport publié en septembre par l'ANZ Research.

[L'adoption mondiale du RMB par les institutions financières augmente de 35 % en deux ans](#)



Depuis que les Chinois ont dit ce qu'ils pensaient des Américains et qu'il était grand temps de « désaméricaniser » l'économie mondiale, ils s'y emploient avec une efficacité et une constance assez remarquable. Ainsi, comme nous l'apprend cette dépêche, en 2 ans les institutions financières ont augmenté l'utilisation de la devise chinoise de 35 %. C'est évidemment un succès qui est lié à l'addition de l'ensemble des accords d'échanges de devises dont je vous parle très régulièrement dans les colonnes du Contrarien Matin.

Charles Sannat

BRUXELLES, 26 septembre (Xinhua) – Au cours des deux dernières années, l'adoption mondiale du RMB (monnaie chinoise) par les institutions financières a augmenté de 35 %, selon le dernier rapport RMB Tracker de

Swift publié vendredi.

Depuis 2012, l'utilisation mondiale du RMB a pratiquement triplé, et aussi un nombre croissant par les institutions financières, soit 35 %, indique la société de transactions financières Swift, dont le siège se situe près de Bruxelles.

L'Asie ouvre la voie avec un taux d'adoption de 40 %, soit +22 % depuis 2012. L'Amérique prend la seconde place avec 32 % d'adoption, soit +44 % ; suivie de près par l'Europe avec un taux de 31 % d'adoption, en augmentation de +47 % et enfin le Moyen-Orient et l'Afrique avec 26 % d'adoption, soit une augmentation de +83 % sur ces deux mêmes années.

Un tiers des institutions financières mondiales ont désormais recours au RMB pour leurs paiements vers la partie continentale de la Chine et Hong Kong, a-t-on également indiqué.

La constante augmentation de l'utilisation du RMB par les institutions financières et les corporates est « très encourageante », indique Stephen Gilderdale, Head of New Business Development chez Swift.

Cela améliorera l'usage de la devise à Hong Kong, dans la partie continentale de la Chine et les autres centres offshores, selon M. Gilderdale, et cette croissance du RMB va faire émerger des opportunités de développement pour des produits et services libellés en RMB, ce qui favorisera une plus grande utilisation du RMB à l'échelle mondiale et augmentera l'efficacité de sa gestion.

Dans l'ensemble, le RMB a renforcé sa position, à savoir le septième rang des devises des paiements mondiaux.

En août 2014, il représente 1,64 % des paiements internationaux, avec une augmentation de 1,57 % comparé au mois précédent, selon un communiqué de Swift.

France : la confiance des ménages reste stable en septembre

C'est bien que la confiance reste stable... mais ce ne sera pas un mouvement durable. D'une part, le chômage va poursuivre sa hausse et ce n'est pas bon pour le moral, d'autre part, si l'hiver est froid et que les Français se caillent ce ne sera pas bon non plus, enfin il faudra bien augmenter les impôts ou les taxes pour faire face aux besoins de financements de l'État dont les finances

sont en pleine Bérézina et ça, c'est franchement pas bon. Alors soyons contents de ce chiffre car nous le serons nettement moins dans les prochains mois.

Charles SANNAT

Le portrait acide de l'économie allemande « en déclin »

Oui, l'Allemagne est un colosse aux pieds d'argile et loin de devoir ériger l'Allemagne en modèle absolu, nous ferions mieux certes de nous inspirer de ce qui fonctionne là-bas tout en étant parfaitement conscients des faiblesses intrinsèques au modèle allemand.

Souvenez-vous. En France, nous adorons les modèles des autres. Nous avons encensé le modèle japonais dans les années 90 alors que le Japon venait, en réalité, de commencer une période de déclin dont il n'est toujours pas prêt de sortir, puis nous avons aimé l'Angleterre, puis l'Espagne ou l'Italie et enfin, l'Irlande, que n'a-t-on pas entendu de l'Irlande et du modèle irlandais.

Avec le temps qui est le plus grand des égalisateurs, nous pouvons constater que tous ces modèles ont été des mirages. Il en sera de même pour l'Allemagne qui, malgré ses excédants, va se faire croquer par l'industrie chinoise dans les 4 ans qui viennent, comme ce fut le cas avec l'histoire des panneaux solaires où les entreprises allemandes qui avaient 80 % du marché mondial ont vu, médusées, les Chinois rafler 60 % de parts de marché en moins de... 24 mois !

Charles SANNAT

« L'économie de ce pays est en échec. Sa croissance depuis l'an 2000 est plus faible que la moyenne européenne. Les salaires y ont progressé moins vite, et la pauvreté, en hausse, touche un enfant sur cinq ». Bienvenue en...
Allemagne.

Ainsi démarre le portrait de la première économie européenne, dressé par l'économiste allemand Marcel Fratzscher, dans un ouvrage à paraître lundi. Au moment où le modèle allemand est encensé dans le monde entier, le président de l'Institut de recherches DIW, à Berlin, comme d'autres économistes de premier plan, veut en finir avec les clichés aussi flatteurs que « dangereux ».

Son pays est « en déclin » et « vit sur ses acquis », explique-t-il dans

« Allemagne, l'illusion » (« Die Deutschland Illusion »).

Le revenu moyen d'un ménage allemand a baissé de 3 % depuis l'an 2000. La baisse a même atteint 5 % pour les 10 % les plus pauvres, souligne-t-il.

Certes, l'Allemagne, considérée comme « l'Homme malade de l'Europe », il y a encore une dizaine d'années s'est redressée depuis la crise financière de 2009. Ses près de 200 milliards d'euros d'excédents commerciaux en 2013 témoignent d'une compétitivité exceptionnelle. Le nombre de chômeurs a chuté de plus de 5 millions en 2005 à moins de 3 millions aujourd'hui.

L'amélioration des comptes publics a permis à la chancelière Angela Merkel d'adopter un projet de budget 2015 à l'équilibre au niveau fédéral pour la première fois depuis 1969 !

Mais tout cela ne doit pas occulter « les faiblesses fondamentales de l'économie allemande », notamment son « énorme manque d'investissements ». Ces derniers sont passés de 23 % du Produit intérieur brut (PIB) au début des années 1990, à 17 % aujourd'hui, nettement moins que la moyenne des pays industrialisés (20 %).

Pour M. Fratzscher, « le déclin de l'économie allemande va s'accélérer si on ne change pas fondamentalement la politique actuelle ».

« La bulle Allemagne »

Après de mauvais indicateurs ces derniers mois, Olaf Gersemann, chef du service économique du groupe de médias Welt, voit aussi l'avenir en noir, dans un livre paru lundi dernier « La bulle Allemagne ». Pour lui, « L'Allemagne se proclame modèle du monde (...) mais l'orgueil précède la chute ».

Comme M. Fratzscher, M. Gersemann relativise les succès de son pays, qui, sur 20 ans, se classe 156e sur 166 pays pour la croissance. Et si le nombre de chômeurs a baissé de façon spectaculaire, le volume d'heures travaillées n'a pas progressé en Allemagne depuis 20 ans.

L'auteur démonte le mythe des réformes de l'État-providence, menées au début des années 2000 par le chancelier Schröder, et qui ne sont « pas la raison du miracle de l'emploi en Allemagne ».

Les succès récents du pays viennent plutôt de sa puissante industrie automobile et de ses entreprises de machines-outils, parfaitement

positionnées pour profiter de l'essor d'une vaste classe moyenne dans les pays émergents, notamment en Chine.

L'Allemagne a aussi profité de la flambée de consommation chez ses voisins où les salaires progressaient vite quand elle-même se serrait la ceinture.

Enfin, l'effondrement des naissances a « considérablement allégé la facture des ménages et de l'État », aubaine à court terme seulement. En 2050, l'Allemagne ne sera plus que la troisième nation d'Europe de l'Ouest, derrière la Grande-Bretagne et la France déjà passées en tête pour le nombre de jeunes scolarisés...

[Source Journal Belge ici](#)

L'ÉCHEC DU MODÈLE ALLEMAND QUI SE PROFILE

28 septembre 2014 par François Leclerc

Sigmar Gabriel, le ministre allemand de l'économie, le confirme : la croissance de l'économie allemande continue de fléchir. Il l'attribue aux conséquences du conflit en Ukraine, après avoir incriminé l'hiver la fois d'avant. De son côté, Mario Draghi constate que « la reprise en zone euro perd de l'allure », comme si elle en avait. Les deux phénomènes ne seraient-ils pas étroitement liés par hasard ?

Aveuglement présenté comme l'exemple à suivre, le modèle de l'Allemagne s'effrite. Deux économistes allemands publient coup sur coup des ouvrages dont la traduction française de leurs titres dit tout : Olaf Gersemann, le chef du service économique de Die Welt, signe « La bulle Allemagne : le chant du cygne d'une grande nation économique » et Marcel Fratzscher en fait autant de « Allemagne, l'illusion : pourquoi nous surestimons notre économie et les besoins de l'Europe ».

Un retour en arrière s'impose : un modèle est toujours nécessaire à l'appui de la politique du moment afin de la rendre irréfutable. Quitte à vite l'oublier par la suite quand la démonstration n'est pas celle dont l'on se prévalait : dans cette longue série, rappelons-nous les miracles espagnols et irlandais et la déroute qui s'en est suivie... La vulgate économique reposerait-elle à ce point sur deux fragiles piliers, les miracles dont il est fait des modèles, et les cycles économiques grâce auxquels tout – c'est promis – va rentrer dans

l'ordre ? Les professionnels de la politique croient-ils vraiment à ce qu'ils racontent ? Si c'est oui, c'est affligeant. C'est consternant si c'est non !

En tout cas, la démonstration de nos auteurs ne va pas dans le sens de ceux qui voient dans les Lois Hartz de réforme du marché du travail l'exemple à suivre, après avoir institué dans les années 2003 à 2005 une précarité grandissante du travail, un durcissement des conditions d'indemnisation du chômage et au bout du compte un accroissement des inégalités et de la pauvreté. De manière très documentée, ils constatent la détérioration impressionnante des infrastructures en Allemagne, ainsi que le sous-investissement chronique qui y règne, tant public que privé. Le premier est la conséquence des efforts de réduction du déficit budgétaire, et le second de l'anticipation par les entreprises de la faiblesse de la demande. Voilà qui éclaire le débat européen actuel à propos de l'investissement, et en démontre l'inanité tel qu'il est posé : les autorités allemandes privilégient l'investissement privé au détriment du public, mais ni l'un ni l'autre ne sont plus à leurs niveaux antérieurs dans leur propre pays...

On doit constater, peut-on ajouter, que les conditions favorables dont l'Allemagne a bénéficié pour sortir de sa précédente crise de 2009 n'existent plus. Au contraire, son économie reposant sur les exportations devient son point faible dans un contexte mêlant une concurrence commerciale accrue en provenance des pays émergents, y compris sur ses points forts de l'industrie automobile et de la machine outil, et un net ralentissement de la croissance économique et de la demande des nouvelles *classes moyennes*, sans compter les effets sur le premier marché allemand de la politique d'austérité européenne. Pour prédire le déclin annoncé de l'Allemagne, les deux auteurs font aussi référence à la lourde tendance démographique allant diminuer la population active et à la politique gouvernementale en faveur de l'immigration. Mais c'est pour constater qu'elle ne pourra pas combler le déficit prévisionnel de main-d'œuvre annoncé.

Dans l'immédiat, l'évolution du taux d'inflation de la zone euro est attendue pour mardi prochain, et les analystes s'attendent à 0,3 %. Si le modèle allemand fait défaut, quel exemple va-t-il être trouvé pour justifier la politique poursuivie ? La mauvaise plaisanterie du *redressement* de la Grèce et de l'Espagne ? « Dire que le médicament est efficace parce que le taux de chômage a diminué de deux points de pourcentage, ou parce que l'on peut

apercevoir une lueur de maigre croissance, s'apparente à l'assurance donnée par un docteur médiéval qu'une saignée fait son effet parce que le patient n'est pas encore mort. », écrit Joseph Stiglitz dans son dernier réquisitoire.

Gros turnover dans la finance :

TOUT FOUT LE CAMP OU PRESQUE

27 septembre 2014 par François Leclerc

C'est la débandade chez Pimco, le méga fonds d'investissement américain, et l'heure du départ a sonné chez BNP Paribas. Après Mohamed el-Rian, un ancien expert du FMI, Bill Gross prend la poudre d'escampette après 43 années à sa tête, dans le contexte de l'annonce d'une enquête de la Securities and Exchange Commission (SEC) qui a valu à cette figure légendaire de la finance d'être interrogée par ses soins. Baudoin Prot va pour sa part quitter la présidence de BNP Paribas *à l'insu de son plein gré*.

Un scandale de plus couve dans les milieux financiers, qui cette fois-ci porte sur les *Trackers* (ou Exchange Traded Funds, ETF), et plus particulièrement sur une espèce de ceux-ci dénommée *Trackers actifs*, qui ne représente encore que 1% de leur volume total (1,65 milliers de milliards de dollars), mais est en pleine expansion. Comme d'habitude, le nouveau miracle annoncé de cette famille de produits financiers pourrait tourner au vinaigre.

À l'origine, un *Tracker* est un fond coté qui réplique fidèlement la performance d'un sous-jacent : action, obligation, indice de toute nature... Sa performance en est automatiquement reproduite, sans intervention d'un *trader*. Elle peut même être amplifiée dans le cas d'un Tracker à effet de levier, nous faisant entrer dans le domaine des *Trackers actifs* dont Pimco était précisément le grand spécialiste. D'autres comportements sont alors possibles, comme par exemple voir sa valeur varier de manière inverse à celle de son sous-jacent ! Dans ce contexte, un trader peut aussi intervenir, et c'est alors que tout devient possible ! Dans le cas de Pimco, un gonflement artificiel du rendement de leur *Tracker* vedette est soupçonné par les enquêteurs, destiné à faire valoir une performance destinée à attirer les investisseurs... A suivre !

On connaît mieux les circonstances qui ont conduit Baudoin Prot – énarque et inspecteur des finances, pur produit de l'establishment à la française – à

quitter pour *convenance personnelle* la présidence de BNP Paribas, une fois une période de décence respectée. La banque a dû payer aux autorités américaines une amende de 6,52 milliards d'euros pour avoir enfreint un embargo financier du Soudan et de l'Iran (dont elle peut espérer récupérer un tiers sous forme de déduction de l'impôt sur les sociétés), Baudoin Prot étant à l'époque des faits directeur général opérationnel de BNP Paribas et pouvant difficilement avoir ignoré les faits.

Mais, dans ce monde bancaire feutré (pardon pour le cliché), un arbre ne cacherait-il pas la forêt ? Le délai de mise en œuvre de la sanction frappant Baudoin Prot a-t-il pour seule fonction de respecter des usages qui veulent que celles-ci ne doivent jamais intervenir à chaud, et que leurs véritables raisons ne doivent pas être dévoilées ? Ou vise-t-il également à brouiller encore plus les pistes et à protéger celui qui pourrait être considéré comme dirigeant de fait de BNP Paribas, Michel Pébereau, l'un des *juges de paix* du capitalisme à la française ? Ce dernier a en effet gardé un siège au conseil d'administration de la banque, qui pourrait bien ne pas être un simple poste d'observation destiné à occuper sa retraite et est également connu pour veiller aux affaires dans leurs moindres détails... Jean Lemierre, un inspecteur des finances passé par la Direction du Trésor, qui va assurer au 1er décembre la succession de Baudoin Prot, se trouve par le plus grand des hasards être un proche de Michel Pébereau. Vous avez dit *capitalisme de connivence* ?

Quoi de neuf en Allemagne?

Charles Gave 29 septembre 2014

L'électorat Allemand bouge. Et je n'ai vu que bien peu d'articles dans la presse Française à ce sujet. Or, il me semble que compte tenu de ce que nous voyons chez nous, ce qui se passe en Allemagne est de la plus haute importance. D'où ce petit billet.

Aux dernières élections, le parti « Alternative für Deutschland » ou AfD a recueilli 12.6 % des voix en Brandebourg et un peu plus de 10 % en Thuringe. Déjà, aux élections Européennes, ce parti avait envoyé sept députés au Parlement. Voilà une percée extraordinaire pour un parti qui n'existait pas il y a peu.

Qu'est que l'AFD?

Ce parti a été créé par Bernd Lucke, professeur d'économie à l'Université de Hambourg et le bras droit de notre professeur est Olaf Henkel, ancien patron de la confédération des Industriels Allemands. Les efforts des media pour essayer de présenter ce parti comme un parti d'extrême droite ont échoué comme le montre fort bien le résultat des élections. En fait, l'AfD chasse sur le territoire de l'ancien Parti Liberal, qui du coup a quasiment disparu de la carte électorale.

Que dit l'AfD ?

Quelque chose de tout simple : que l'Euro a échoué et qu'il faut entériner cet échec en retournant aux monnaies nationales, et donc au DM pour l'Allemagne. Pour l'AfD, l'Euro ne gêne pas l'Allemagne mais empêche toute croissance en particulier dans les pays du Sud et donc pourrait nuire à l'économie locale puisque ses principaux clients sont en récession /dépression, ce qui risque, à terme, de plomber l'économie Allemande.

Pour que l'Euro fonctionne, continue l'AfD, il faudrait que nous ayons des transferts sociaux massifs de l'Allemagne vers les autres Etats Européens, ce qui est interdit par les traités et violemment refusé par la population ou que nous ayons une « mutualisation » de la dette, autre façon d'arriver au même résultat, tout aussi interdit par les mêmes traités, mais que monsieur Draghi pratique avec beaucoup d'abandon en s'appuyant sur la majorité qu'il détient au conseil d'administration de la BCE.

Et donc l'AfD ne veut pas que le contribuable Allemand paye pour des gens qui refusent de se réformer.

Comme le dit le proverbe Allemand, l'AfD pense qu'il vaut mieux la fin de l'horreur qu'une horreur sans fin.

Ce point de vue commence à être largement partagé Outre Rhin, comme en font foi les résultats électoraux.

Et ces résultats changent considérablement la donne politique en Europe.

Jusqu'à maintenant, il n'y avait pas eu en Allemagne d'émergence d'un parti anti Euro « de Droite », ce qui laissait les coudées franches à Madame Merkel pour aller vers le centre ou la gauche. Or l'AfD n'est en rien anti Européen, mais tout à fait anti Euro, ce qui n'est pas la même chose. L'auteur de ces lignes par exemple a écrit il y a bien longtemps que l'Euro allait tuer l'Europe qu'il aimait... (cf Des lions menés par des ânes »)

Et donc beaucoup d'électeurs Allemands, qui sont profondément favorables à l'Europe peuvent en toute bonne conscience voter pour ce parti. Ce qu'ils font.

Voilà qui va rendre les négociations entre la France et les autorités de Bruxelles beaucoup plus difficiles dans la mesure où l'on peut craindre un fort raidissement de la position du gouvernement de la République Fédérale vis-à-vis des autres pays déficitaires, et en particulier vis-à-vis de la France.

On peut penser aussi que la marge de manœuvre de monsieur Draghi va être singulièrement rétrécie, en particulier s'il cherche à transformer la BCE en une « bad bank » qui rachèterait toutes les créances douteuses qui figurent au bilan des banques commerciales Européennes.

On peut imaginer aussi que la Cour Constitutionnelle de Karlsruhe pourrait se sentir encouragée par l'émergence de ce nouveau parti, or elle doit rendre un jugement dans les jours qui viennent sur la légalité des dernières opérations menées par la BCE. Le coup de tonnerre serait qu'elle interdise à la Bundesbank de participer à ces opérations, ce qui ferait éclater immédiatement les écarts entre dettes souveraines en Europe.

Nous sommes donc dans une situation qui peut devenir explosive à tout moment.

- L'Italie s'enfonce dans sa dépression et le nouveau Premier Ministre ne réussit pas à faire passer son programme de réforme.
- En France, toute réforme apparaît impossible comme le montre bien l'exemple de la grève à Air France.
- En Allemagne, émerge un parti qui a pour programme de refuser toute mutualisation de la dette et tout transfert de l'Allemagne vers les autres pays.
- En Espagne, les tendances séparatistes sont attisées par la crise économique créée de toutes pièces par l'Euro.
- La confiance internationale dans l'Euro semble s'effriter puisque le cours de change ne cesse de baisser, ce qui indique que les sorties de capitaux accélèrent puisque la zone Euro a des excédents de ses comptes courants.
- Les taux sur les obligations allemandes sont NEGATIFS jusqu'à quatre ans, ce qui prouve que certains semblent s'attendre à la réapparition du

DM et à sa réévaluation.

- Les marchés financiers de la zone Euro sous-performent les autres marchés mondiaux, ce qui n'est jamais un bon signe L'Europe semble en fait devenir un endroit que les financiers vendent, plutôt qu'un endroit où ils achètent.

Bref, la situation se bloque de plus en plus et les Politiques semblent bien incapables de résoudre les problèmes qui se posent à eux. Depuis 2009, la zone Euro passe d'expédients monétaires en expédients monétaires sans que la situation ne s'améliore en rien.

Le temps des fausses solutions arrive-t-il à sa fin?

Tout cela était prévisible, mais il est certain que ceux qui nous emmené dans ce désastre vont tout faire pour prolonger l'agonie.

Mais un jour ou l'autre, le mur de Berlin tombe et les peuples retrouvent leurs libertés.

L'Espagne demande aux sociétés privées de ne plus licencier

Par Mish - *Global Economic Analysis*
Publié le 29 septembre 2014

Inquiétées de maintenir leur électorat, les régions ont augmenté leurs dépenses. En plus de cela, [l'Espagne cherche à mettre fin à l'hémorragie: plus de licenciements pour les sociétés publiques.](#)

Mettre fin à l'hémorragie

Neuf mois après les élections locales, le gouvernement a commencé à ressentir le besoin de soutenir son électorat. Le chômage demeure élevé, tout comme la dette publique. Les données macroéconomiques ne font qu'en ternir les chiffres davantage. Pour cette raison, certaines sources prétendent que le gouvernement espagnol ait demandé aux sociétés d'embaucher plus ou de ne plus licencier.

Bien que les discours du gouvernement mentionnent comme objectifs la « rationalisation des dépenses publiques » et la « réduction du nombre d'officiels », les gouvernements régionaux

demeurent le plus gros employeur du pays. Ensemble, ils emploient plus de 2,5 millions de personnes, et malgré les programmes de réduction budgétaire, seules treize régions ont diminué leurs dépenses liées au personnel.

Selon certaines sources, certaines sociétés liées à l'Etat auraient commencé à mettre un frein aux licenciements sur la demande du gouvernement.

Les tentacules du gouvernement

Voici l'essence de ce paragraphe : les sociétés publiques sur lesquelles le gouvernement espagnol a pu resserrer ses tentacules ont reçu l'ordre de ne plus licencier.

Soit dit en passant que les sociétés qui ne peuvent pas licencier n'embauchent pas non plus. Bien entendu, cette loi ne s'applique pas au gouvernement lui-même.

Où est l'austérité ?

Avec une hausse des dépenses gouvernementales dans treize des dix-sept [régions autonomes d'Espagne](#), et avec un ralentissement en Europe, il est facile d'imaginer que l'Espagne manquera de nouveau à atteindre son objectif de déficit pour l'année.

Le FMI s'attend à un taux de chômage de 19% en 2019 et demande à l'Espagne d'augmenter la TVA

Voici un article que j'ai oublié de mentionner en juillet : [Le FMI améliore ses prévisions pour l'Espagne, mais s'attend à un taux de chômage de 19% en 2019](#).

Et en voici la traduction :

Selon les projections du FMI sur le moyen terme, la croissance se maintiendra autour de 1,5 ou 3%, et le chômage diminuera de manière significative, mais sera toujours de 18,7% en 2019.

Le FMI a toutefois amélioré ses prévisions de croissance, et a souligné la nécessité d'augmenter la TVA et de réduire les contributions à la sécurité

sociale.

La direction de Christine Lagarde a déterminé que l'économie espagnole devrait gagner 1,2% en 2014, et 1,6% en 2015, contre 0,9% et 1% ces dernières années. Ce rythme d'expansion soutenu pourrait permettre au PIB de gagner 1,7% en 2016, 1,8% en 2017, 1,9% en 2018, et 2% l'année suivante.

Chômage

Selon Eurostat, le taux de chômage espagnol est actuellement de **24,5%**.

Ce qui est inquiétant, c'est que le FMI est généralement assez optimiste dans ses statistiques. Si l'Espagne augmentait la TVA, comme le demande le FMI, il est clair que le pays n'atteindra pas l'objectif de croissance réduit du FMI.

Question du jour : Si le FMI est trop optimiste pour ses prévisions 2019, combien de temps l'Espagne pourra-t-elle continuer ainsi ?

Comment la BCE détruit l'économie réelle et accroît les inégalités

Auteur : [Ian Purdom](#) / Source : [Atelier E&R](#)



En déclarant lors de sa dernière allocution qu'en plus d'une nouvelle baisse des taux d'intérêt, la Banque centrale européenne (BCE) allait procéder dorénavant à des rachats d'actifs [1], son président Mario Draghi a franchi un nouveau palier dans la manipulation monétaire. Il a en effet ouvert la boîte de Pandore des assouplissements quantitatifs (quantitative easing).

Jusqu'à présent la BCE s'était toujours refusée à ce type de politique « non-conventionnelle » qui serait contraire aux traités européens et dont la

simple évocation déclenchait la fureur de Berlin. Mais la menace de déflation [2] répétée sans cesse dans les médias et le ralentissement économique qui n'épargne plus les pays du nord de l'Europe ont, semble-t-il, convaincu les Allemands de céder. Bien qu'on puisse se réjouir que Berlin lâche du lest après avoir largement profité de l'euro, on peut s'interroger sur la pertinence d'utiliser le seul levier monétaire via des injections de liquidités pour relancer la croissance en Europe.

On a pu observer que les politiques de taux zéro et d'assouplissement quantitatif menés depuis plusieurs années aux États-Unis et au Japon n'ont pas relancé l'économie. Bien au contraire, elles ont hypothéqué toute chance de relance durable et, plus grave, l'inflation qu'elles ont générée a considérablement accru les inégalités en fragilisant les petites entreprises et les classes populaires.

Les États-Unis et le Japon ont traversé une grave crise financière produite par l'éclatement d'une bulle financière et immobilière. Les uns en 2008 [3], l'autre au début des années 90 [4]. Dans les deux cas la cause en fut une frénésie de crédits de la part d'un secteur bancaire dangereusement dérégulé. Le bilan des banques se retrouva criblé de créances irrécouvrables mettant gravement en péril leur équilibre et l'économie de leur pays. La menace d'une spirale déflationniste, dévastatrice dans des économies où les banques fonctionnent sur le modèle des réserves fractionnaires [5], obligea les banques centrales à intervenir. La réponse fut la mise en place d'un large programme de monétisation de la dette, appelé assouplissement quantitatif. Concrètement, les banques centrales rachètent les créances toxiques en faisant marcher la planche à billets. L'objectif est de stériliser ces actifs pourris qui gangrènent le bilan des banques et paralysent leur capacité de crédit. En théorie, les banques, dont le bilan a été ainsi blanchi et qui disposent d'une capacité de crédit renouvelée, sont censées se remettre à prêter généreusement à l'économie réelle. Mais en pratique, c'est une toute autre histoire.

Au-delà du fait qu'il est extrêmement choquant que les banquiers ne soient jamais sanctionnés pour leurs erreurs et leurs pratiques [6], cette politique a été un échec [7]. La raison de cet échec est évidente : les acteurs de l'économie réelle, qu'ils soient particuliers ou entreprises, n'ont pas de perspectives économiques favorables : les carnets de commande sont vides,

les augmentations de salaire sont quasi inexistantes [8] et la part de la population active est en dangereuse diminution [9]. Sans projet, les acteurs n'ont aucune raison d'emprunter pour investir ou consommer. De plus ils sont souvent d'ores et déjà largement endettés. Ainsi depuis 2008 les prêts aux petites entreprises étasuniennes ont baissé de 18 % [10]. Les ménages, eux, privilégient le désendettement [11]. On ne fait pas boire un âne qui n'a plus soif. Les politiques de relance monétaire sont impuissantes face à des économies surendettées et sans moteur de croissance.

Faute de demande de crédit de l'économie réelle, ces conditions optimales d'emprunt ne servent que la spéculation. Ainsi les opérateurs de marché empruntent pour investir dans les obligations de pays étrangers et ainsi profitent du différentiel de taux d'intérêt (*carry trade*) [12]. Les fonds de pension empruntent pour investir dans les matières premières (gaz, pétrole, céréales, cacao etc) [13] ou les actions [14] et ainsi profitent de l'écart de rendement entre ceux-ci et les taux d'intérêts auxquels ils se financent. Les spéculateurs immobiliers empruntent pour racheter des parcs de bureaux ou de logements dans les centres-villes. Tous sont assurés d'être gagnants. Non seulement leur emprunt ne leur coûte rien, mais mieux, toute cette création de monnaie née de leur emprunt stimule fortement la demande qui pousse à la hausse les prix des actifs achetés.

Cette politique monétaire ultra-accommodante génère donc une inflation qui ne profite qu'aux riches propriétaires d'actifs financiers et immobiliers, au détriment des autres qui ne possèdent rien et qui n'ont que leur force de travail à fournir. En effet, ces derniers voient leur pouvoir d'achat rogné par l'augmentation des prix des biens qui sont l'objet de la spéculation du secteur financier [15].

Ainsi le loyer, la nourriture ou l'énergie occupent-ils une place toujours plus importante dans le budget des ménages, les contraignant à réduire tous les autres postes de dépenses. Cette politique accroît donc les inégalités dans le sens où, *via* le mécanisme invisible et sournois de l'inflation, elle opère un transfert de richesse des classes moyennes et populaires vers les classes les plus riches. Cet appauvrissement de la majorité de la population engendre mécaniquement une baisse de la consommation. Dans une économie comme les États-Unis où la consommation compte pour les 2/3 de la croissance, on comprend que cette situation est totalement contre-

productive voire suicidaire [16].

Les petites et moyennes entreprises, elles, voient leurs bénéfices rongés par l'augmentation de leurs coûts pour exactement les mêmes raisons. Ceci réduit leur rentabilité et limite leur capacité d'investissement. Quant aux multinationales qui disposent d'excédent de trésorerie, elles l'investissent dans des produits financiers plus rentables au lieu d'investir et de créer des emplois. Les taux bas encouragent également les financements d'opérations de fusions et acquisitions [17] ou les rachats d'actions auprès des actionnaires [18]. En bref, le phénomène de financiarisation déjà très prégnant dans nos économies est ainsi accentué et poussé jusqu'à l'absurde.

Bien que cette politique s'avère contre-productrice pour relancer l'économie, les banques centrales étasuniennes et japonaises s'entêtent. La raison est qu'elles n'ont pas le choix, étant totalement prises au piège de cette politique désastreuse.

D'après la théorie économique libérale, les taux d'intérêts sont censés représenter le coût de l'argent qui est fonction de l'offre et la demande de monnaie, elle-même fonction de la demande de biens et services. En manipulant les taux d'intérêts, les banques centrales créent des distorsions dans les prix, dès lors ceux-ci ne jouent plus leur rôle informationnel d'indicateur de valeur et de rareté. Sans prix fiables, les marchés perdent toute utilité comme facteur d'allocation optimale des ressources ; ils sont complètement faussés. Ainsi des pans entiers de l'économie, qui en temps normaux auraient déjà connu la faillite, sont totalement dépendants des politiques interventionnistes des banques centrales pour survivre. Et plus les jours passent plus le phénomène s'étend, rendant encore plus indispensable les injections de liquidités. Cette manipulation des taux s'apparente donc à une subvention déguisée d'une partie de l'économie par la dette au plus grand bonheur du secteur financier en charge de l'administrer moyennant de grasses rémunérations.

Il est étonnant que la Commission européenne, si prompte à imposer ses dogmes libéraux aux États par des directives toujours plus brutales, ne trouve rien à redire à la politique de la BCE. Mais l'ultra-libéralisme bruxellois ressemble de plus en plus à un libéralisme biaisé. Il détruit l'État-nation, en détricotant ses lois, ses réglementations et ses frontières,

pour mieux y laisser pénétrer les grandes multinationales et les puissances d'argent que la BCE subventionne par sa politique monétaire. Nous sommes ici bien loin de l'idéal libéral d'un marché libre et non-faussé, pourtant érigé en modèle par les défenseurs de l'Union européenne. Cela ressemble plus au fonctionnement d'un régime ploutocratique dirigé par une oligarchie qui fait fi des traités signés, des constitutions des États et surtout de la démocratie.

Cette nouvelle escalade dans la soumission des peuples via les manipulations monétaires ne fait que souligner l'urgence pour la France de se réappropriier le contrôle de sa monnaie, outil indispensable à sa souveraineté, afin que celle-ci soit remise au service de son économie et de son peuple.

Notes

[1] www.huffingtonpost.fr/2014/09/04/bce-draghi-abs-taux-rachat-actifs_n_5765742.html

[2] <http://www.egaliteetreconciliation.fr/Haro-sur-la-deflation-27475.html>

[3] http://fr.m.wikipedia.org/wiki/Crise_bancaire_et_financiere_de_l'automne_2008

[4] http://fr.m.wikipedia.org/wiki/Bulle_speculative_japonaise

[5] <http://www.egaliteetreconciliation.fr/Haro-sur-la-deflation-27475.html>

[6] <http://www.les-crises.fr/confessions-quantitative-easer/>

[7] www.zerohedge.com/news/2013-07-30/myth-busting-lakshman-achuthan-us-worse-japan-90s, <http://www.zerohedge.com/news/2013-11-18/failure-abenomics-one-chart-and-when-even-japanese-press-admits-easing-not-working-a>

[8] <http://www.zerohedge.com/news/2014-07-22/rising-wages-where-real-wages-post-first-annual-decline-2012>

[9] <http://www.zerohedge.com/news/2014-09-05/labor-participation-rate-drops-back-lowest-1978-people-not-labor-force-rise-record-9>

[10] [://online.wsj.com/articles/small-business-lending-is-slow-to-recover-1408329562](http://online.wsj.com/articles/small-business-lending-is-slow-to-recover-1408329562)

[11] www.washingtonpost.com/blogs/wonkblog/wp/2013/08/15/five-facts-about-household-debt-in-the-united-states/

[12] http://fr.m.wikipedia.org/wiki/Carry_trade

[13] <http://www.revue-banque.fr/risques-reglementations/chronique/etonnantes-correlations-entre-politique-monetaire>

[14] <http://www.lefigaro.fr/conjoncture/2013/09/18/20002-20130918ARTFIG00577-etats-unis-la-fed-surprend-en-maintenant-sa-politique-monetaire.php>

[15] <http://www.reuters.com/article/2014/04/15/us-consumer-prices-idUSBREA3E0V220140415>

[16] <http://philippewaechter.nam.natixis.com/2014/06/25/deux-graphes-sur-la-forte-revision-a-la>

[*baisse-du-pib-americaain/*](#)

[17] <http://www.reuters.com/article/2014/06/30/us-deals-m-a-idUSKBN0F50A920140630>

[18] <http://finance.yahoo.com/news/why-do-low-rates-fuel-stock-buybacks—but-not-capital-investment-175723762.html>

Pourquoi le Canada recommande à ses citoyens de ne pas emporter d'espèces aux Etats-Unis

par Mylène Vandecasteele · 26 sept. 2014 Express.be



«Si vous devez aller aux Etats-Unis, surtout, ne prenez pas d'espèces sur vous ». Ce conseil, c'est le gouvernement canadien qui l'a donné à ses citoyens, pour leur éviter une mauvaise surprise.

Les policiers américains disposent en effet d'un arsenal juridique qui leur permet de s'emparer des espèces des automobilistes qu'ils sont amenés à contrôler dans le cadre de leur travail sur la simple suspicion que cet argent peut provenir d'un trafic de drogues, et cela sans aucune autre forme de procès.

Ces saisies sont possibles parce qu'à la suite des attentats du 11 septembre, le gouvernement américain s'est doté d'un ensemble de lois pour faire participer les forces de police à la lutte anti-terroriste. Leurs prérogatives ont donc été étendues pour leur permettre de contribuer à la recherche des terroristes, trafiquants de drogues et d'autres produits de contrebande.

Ils disposent donc maintenant de la possibilité de s'emparer de l'argent des personnes qu'ils peuvent être amenés à contrôler, sur la simple allégation qu'ils soupçonnent que ces sommes sont le produit d'un trafic de drogue, par exemple, et sans avoir à justifier ce soupçon par un élément de preuve tangible.

[Selon le Washington Post, au cours des 13 dernières années, les policiers](#)

locaux américains auraient ainsi effectué près de 62.000 saisies pour un total de 2,5 milliards de dollars dans tous les Etats du pays. La moitié de ces saisies portaient sur des sommes inférieures à 8.800 dollars.

Le propriétaire n'a la possibilité de récupérer son argent qu'au terme d'une procédure dont le coût dépasse souvent les sommes en cause, ce qui explique pourquoi seulement une victime sur 6 décide de contester cette saisie au tribunal.

Souvent, c'est le service de police dont dépend le policier qui conserve l'argent saisi, et l'utilise pour se financer et financer les pensions des policiers, ce qui stimule en retour ceux-ci à déployer un certain zèle dans ce domaine. Le Washington Post relate ainsi que les policiers n'hésitent pas à se concurrencer et à comparer leurs trophées sur des « chat rooms ».

Pour les voyageurs aux États-Unis, le message est clair: n'emportez que très peu d'argent sur vous.

BULGARIE : Suite à la faillite de la 4e banque du pays, les comptes sont toujours bloqués et les déposants ignorent s'ils seront mis à contribution !

Blog de la résistance et Les Echos 26 septembre 2014



Sûrement la dernière news eco de la semaine, une news importante, les clients de la 4e banque du pays sont privés de tout accès à leurs dépôts , et ignorent s'ils seront mis à contribution (il y a une loi Européenne votée depuis décembre qui permet le BAIL IN, ou sauvetage interne par la taxation des déposants pour sauver une banque en faillite) Revue de presse 2013-2014 Z@laresistance

== ==

BUCAREST/SOFIA, 25 septembre (Reuters) – La [Commission européenne](#) a annoncé jeudi avoir engagé une procédure d'infraction contre la [Bulgarie](#) liée à la crise bancaire du printemps et réclame que les clients de la Corporate Commercial Bank (Corpbank) aient immédiatement accès à leurs dépôts.

L'exécutif européen a adressé une lettre de mise en demeure à la Bulgarie, première étape officielle de la procédure, et Sofia a jusqu'au 15 octobre pour présenter ses observations.

La banque centrale de Bulgarie a été amenée en juin à placer la quatrième banque du pays et l'une de ses filiales sous contrôle de l'Etat et à geler leurs opérations, privant ainsi les clients de tout accès à leurs dépôts.

Ces mesures ont été prises en urgence après une ruée vers les guichets de clients rendus inquiets par des informations évoquant des transactions douteuses impliquant le principal actionnaire, Tsvetan Vassiliev.

Dans un communiqué publié jeudi, la [Commission européenne](#) estime que la décision de la Bulgarie semble constituer "une restriction injustifiée et disproportionnée à la libre circulation des capitaux".

Elle "signale en particulier que ces deux établissements ont été placés sous tutelle et contraints de suspendre complètement leurs paiements et leurs activités bancaires même si le droit interne prévoit des mesures moins intrusives telles que le choix entre la suspension totale et partielle des paiements, et la limitation des activités."

La banque centrale bulgare a refusé de commenter. Le ministère des Finances a indiqué qu'il préparait un communiqué qui serait publié dans la journée.

Si la Bulgarie ne se plie pas aux exigences de la Commission, elle risque de se retrouver en accusation devant la Cour de Justice de l'[Union européenne](#) (UE), qui peut infliger des amendes au pays et lui imposer le respect de la réglementation européenne.

La banque centrale et le ministère des Finances bulgare ont récemment envoyé une lettre à [Bruxelles](#) affirmant qu'ils n'étaient pas juridiquement en mesure de reprendre les versements des fonds garantis, du moins jusqu'aux élections législatives du 5 octobre.

On ignore pour l'instant si les autorités vont renflouer Corpbank ou la mettre en faillite, si les déposants devront ou non contribuer au sauvetage et perdre

une partie de leurs dépôts et comment les créanciers seront traités.

L'Autorité bancaire européenne ([ABE](#)) a également ouvert une enquête pour savoir si Sofia a enfreint la réglementation européenne en matière de garantie des dépôts. Les dépôts chez Corpbank ont été entièrement gelés alors que l'UE prévoit une garantie sur les dépôts allant jusqu'à 100.000 euros.

(Matthias Williams et Angel Krasimirov, Juliette Rouillon pour le service français, édité par Marc Angrand)

<http://bourse.lesechos.fr/infos-conseils-boursiers/infos-conseils-valeurs/infos/banques-l-ue-entame-une-procedure-d-infraction-contre-la-bulgarie-1001715.php>